

Séminaire de Madame Catherine de Montlibert

Ruptures et continuités dans la sphère étatique et ses conséquences sur l'administration russe. Des dernières années de l'Union soviétique aux premières années de la Fédération de Russie (1989-1996)

Lundi de 15 h à 17 h (105 bd Raspail 75006), du 16 février 2009 au 25 avril 2009.

16 février: salle 8
2 mars: salle 11
9 mars: salle 10
16 mars: salle 11
23 mars : salle 10
30 mars : salle 9
27 avril: salle 9
4 mai: salle 9
18 mai: salle 11
25 mai: salle 9

L'enseignement s'inscrit en parallèle à l'enseignement délivré par Jacques Sapir « Transformations systémiques en Russie et dans les économies post-soviétiques » [<http://www.ehess.fr/fr/enseignement/enseignements/2008/ue/2686/>].

Centre : CEMI - Centre d'études des modes d'industrialisation

Renseignements :
Catherine de Montlibert-Dumoulin
cath.de-montlibert@orange.fr

Programme

Quels outils pour interroger la société russe contemporaine ?

Lecture : Jean-Pierre Milovanoff, *Russe blanc*, Paris, Julliard, 1995

La recherche en France portant sur la Russie se caractérise par son antériorité et par un haut niveau d'expertise. Elle fut organisée au XXème autour des écoles d'interprétation : école du totalitarisme, école révisionniste. L'existence d'un courant communisme et d'un courant politique diamétralement opposé - qui furent l'un comme l'autre, structurants - a, en grande partie, conduit à ce mode d'études sur la Russie. Avec les bouleversements du début des années 1990, l'ouverture des archives de l'ex-URSS et les contacts accrus entre chercheurs ont dans un premier temps créé une forme d'enthousiasme qui depuis a laissé place à des interrogations sur la matière elle-même et sur la méthode. Cet état de fait conduit, afin d'éviter

de « se comporter en aveugle », à adopter une démarche que d'autres domaines scientifiques ont suivi, c'est-à-dire à analyser les concepts et les outils utilisés. Ils peuvent être classés en outils endogènes, créés par la discipline historique elle-même, et en outils exogènes, c'est à dire importés d'autres disciplines.

Après avoir vu comment les universités belges (UeL, KUL et ULB) ont modifié leurs programmes pour intégrer la disparition de l'URSS comme sujet de droit international, une analyse des travaux les plus récents (non exclusivement en langue française) montrera que la question du dynamisme de la société russe et des spécificités de cheminement qu'elle a parcouru est au cœur du renouvellement de la problématique : comment traiter de la révolution de 1917 ou de la succession de révolutions, de 1905 à 1917 ? Où placer, dans le cheminement, les règnes d'Alexandre II et de Nicolas II ? Peut-on intégrer dans l'analyse les notions d'échec et de réformes ? Comment interpréter la période stalinienne ? Quelle place donner à la seconde guerre mondiale (grande guerre patriotique) ? Comment traiter de la disparition rapide de l'URSS en tant que sujet de droit international et la délégitimation antérieure et lente du régime ? On commencera à établir une arborescence des domaines de connaissance et des champs qui restent à explorer.

Le renouvellement des connaissances passe également par celui des outils mis en œuvre, et en particulier par le développement d'une capacité d'observation.

La réflexion sur la Russie, conduite en Europe occidentale, a débouché également sur des politiques publiques mises en place pour perpétuer un dialogue restreint avec les pays à commerce d'État et après la disparition de l'URSS en tant que sujet de droit international à la mise en place de nouvelles formes de relations. Une étude des caractéristiques des départements ministériels des États membres et des directions générales de la Commission qui ont œuvré à l'élaboration et la mise en œuvre de l'accord de coopération et de partenariat, du programme Tacis et du traitement des relations avec les institutions de la Communauté des États indépendants fait apparaître leurs points communs ainsi que leur conception de la Russie.

Seuls quelques éléments de bibliographie sont indiqués dans cette présentation. Ils seront complétés lors du cours.

Bibliographie :

- Zbigniew Brzezinski, Carl J. Friedrich, *Totalitarian dictatorship and Autocracy*, New York, Harper, 1956
- Hannah Arendt, *La nature du totalitarisme*, Paris, Payot, 1990
- Jerry Hough, *The Soviet Union and Social Science Theory*, Harvard, Harvard University Press, 1977
- Ernst Nolte, *Fascisme et totalitarisme*, Paris, Robert Laffont, 2008
- Voir sur Wikipédia l'intensité de la « querelle des historiens » et celle qui oppose les tenants des différentes écoles d'interprétation.

Transitologie. Rôle de l'État. Prévention de l'anomie

Lectures : Union européenne, Service du Porte-parole de la Commission européenne, *Accord de coopération et de partenariat entre l'Union européenne et la Fédération de Russie*, Luxembourg, Service d'information pour le public (1997).

Union européenne, Service du Porte-parole de la Commission européenne, Communiqués de presse relatifs au mandat de négociation portant renouvellement de l'accord de coopération et de partenariat (2008).

Le concept de transition se structure à la fin des années 1990 sous l'égide des institutions financières internationales qui l'utilisent de façon nonnative pour mettre en place et entretenir un certain type de relation avec la Fédération de Russie. Pourtant le concept de transition ne paraît pas pouvoir rendre compte et s'appliquer à toutes les évolutions en Fédération de Russie.

En confrontant certaines analyses contradictoires à propos de la disparition ou de la pérennité de l'Etat soviétique puis russe, au lendemain de la disparition politique de l'URSS, on se centrera sur celle qui met en exergue le niveau critique d'autonomisation atteint par la sphère politique. L'autonomisation de la sphère politique a été assurée dès la période bréjnévienne par l'organisation de plus en plus structurée de la vie civile. La remise en question des institutions du pouvoir et la mise en place d'institutions et d'éléments de l'État de droit ont ouvert la voie à la citoyenneté en modifiant le rapport à la « chose politique ». La Fédération de Russie pendant les dernières années de l'URSS et les premières années de la Fédération de Russie a tendu vers un projet d'État de droit et de démocratie. Mais ce projet a vite rencontré des obstacles qui fait que la Fédération de Russie ne répond pas totalement aux critères communément admis pour définir une démocratie.

Loin de sombrer dans l'anomie, l'État russe a depuis lors continué de fonctionner, en s'adaptant toutefois aux nombreux chocs subis. Les acteurs économiques et les administrations ont en effet, dû modifier leur configuration. Mais en règle générale, les tâches qui leur étaient confiées n'ont cessées d'être remplies. Les chocs ont cependant été très rudes pour la population, de même que pour l'efficacité générale de l'État : la réorientation économique est allée de pair avec une recomposition des pouvoirs entre les centres et les régions ainsi que les opérateurs économiques et surtout avec une recomposition de la sphère sociale.

L'intervention de l'État recouvre à tout le moins deux aspects. Le premier consiste à assurer la transition vers un État libéral peu disposé à pratiquer une politique de redistribution de revenus. L'élection de M. Poutine a correspondu à une volonté marquée d'associer libéralisme et hausse du niveau de vie. Le second consiste à séparer la dimension sociale de la dimension économique du travail. Cette adaptation aux circonstances nouvelles traduit aussi la mise en place d'une forme de domination politique. Tout laisse à penser que la sphère étatique est en train de passer d'un État de type soviétique (ou « de contrôle total ») à un État où les tensions pourraient être fortes avec les nouveaux acteurs (dont les industriels). Le cours montrera, également, à partir de l'analyse du cas russe, comment peut se développer, sur des bases les plus scientifiques possibles, l'histoire du temps présent.

Analysée en sa qualité de sujet de droit international, la Fédération de Russie présente bon nombre de facteurs de continuité à l'égard de l'URSS dont elle est le successeur de jure. Toutefois sa capacité diplomatique a été affectée par la disparition de l'URSS en tant que sujet de droit international. Si les diplomaties étrangères ont prévenu la généralisation d'une situation d'anomie, elles ont oeuvré pour maintenir la Fédération de Russie en situation réactive, et pour développer leur propre stratégie. Ainsi s'explique notamment l'affirmation concomitante de l'Union européenne sur le plan international et la perpétuation par les pays tiers d'une grille d'analyse similaire (effet d'hystérésis) à celle utilisée autrefois vis-à-vis de

l'Union soviétique. L'objectif de la Fédération de Russie est, par contre, de redevenir un acteur important de la politique internationale, en se basant sur les segments de politique économique et commerciale.

Bibliographie :

- Catherine de Montlibert-Dumoulin, « Ruptures et continuités dans la sphère étatique. Des dernières années de l'URSS aux premières années de la Fédération de Russie (1989-1996) », Habilitation à diriger des recherches, 2 tomes, Université de Strasbourg I, février 2001.
- Bulletin du FMI, années 1991-2005
- « Russian Federation : Report on National Accounts », Government of the Russian Federation, Statistics Committee, World Bank, ECA Country Department III, Washington D.C, 1995
- OCDE, « Environnement économique et politique de transition vers l'économie de marché - la Russie » Études du centre de développement, 1998
- Thomas Carothers, « The End of the Transition Paradigm » Journal of Democracy, vol. 13, n°1, janvier 2002, p. 9

Un exemple de recherche « La protection sociale en Fédération de Russie.

Lecture : Trois photos originales, collection particulière.

Dans le cadre de l'accord de coopération du 6 février 1992 entre la République française et la Fédération de Russie, Un groupe d'experts a été constitué et a tenu une série de réunions entre mai 1993 et janvier 1994 avec pour mandat d'étudier le volet social de la transition en Fédération de Russie dans la perspective de rendre plus efficaces les actions de coopération françaises avec les partenaires russes. Il sera présenté comment le groupe de travail a pu traiter des questions suivantes: présentation générale de la protection sociale russe; prestations en espèces (bilan de l'existant et des manques); prestations en nature, y compris celle de santé; financement/intégration économique et sociale; organisation institutionnelle. Cette problématique sera corrélée à celle des coûts sociaux de la transition et des mesures de correction proposées par les institutions financières internationales. Ce groupe de travail quant à lui a formulé des propositions d'action différentes de celles proposées par les institutions financières internationales. On analysera alors les limites et les difficultés auxquelles il a été confronté dans le cadre de la formulation de recommandations aux autorités russes. Mais, le rayonnement intellectuel de ce groupe de travail dont certains de ses membres continuent à analyser l'évolution de la protection sociale en Fédération de Russie contribue, toujours, à une meilleure connaissance d'un système de protection sociale particulièrement complexe.

Pour élargir la démarche, une autre perspective sera abordée. Il sera alors présenté le cas de l'action sociale interministérielle française et celui d'un département ministériel qui a particulièrement développé ce mode de régulation sociale: caractéristiques, modes d'organisation, prestations délivrées, types et usages des prestations nouvellement créées, évolutions en cours sous la double pression du marché et du droit communautaire de la concurrence.

Cette présentation permettra alors de construire une nouvelle série d'interrogations sur les modes de réalisation d'un consensus social.

Bibliographie :

- Pierre Kendé, et Stéphane Zdenek, « Égalité et inégalités en Europe de l'Est », Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1984
- France, Commissariat général du Plan, « La protection sociale en Fédération de Russie », groupe de travail franco-russe, avril 1994
- Institut national d'études démographiques, projet simple, « Systèmes de protection sociale en Russie et politiques sociales des entreprises »
- « Œuvres sociales et avantages en nature », Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration, n°253, février 2006.